

## AU LENDEMAIN DES ÉMEUTES

## Diar-Echems sur une poudrière

**Dormant dans les couloirs des immeubles depuis de longues années, obligés d'attendre qu'il n'y ait plus personne à l'intérieur pour pouvoir se changer, partageant une unique chambre avec frères, sœurs et parents, les habitants de Diar-Echems ont crié leur ras-le-bol lundi. Au lendemain des affrontements avec la police, la sérénité n'était toujours pas revenue dans le quartier. Ses habitants fulminent. Ultime recours décidé à l'unanimité : couper la route au cortège présidentiel le 1<sup>er</sup> Novembre prochain.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Presque aucune trace physique des affrontements de la veille. Les services de la commune se sont fait un point d'honneur de tout nettoyer. Plus de pneus brûlés, plus de pierres.

Seul vestige de la journée de lundi, le vide orduire qui barre en partie l'accès à la cité. Mais la colère est perceptible. Des hommes regroupés au bas des immeubles discutent bruyamment.

Au cœur de leurs discussions, le mal de vivre, la promiscuité. Ils commentent les événements de la veille, refusant que les enfants du quartier soient taxés de voyous. Les affrontements de la veille auraient pu être évités, disent-ils, car à la base, il s'agissait d'une protestation pacifique, n'étaient ce les provocations des forces de l'ordre. Mais maintenant que le feu est parti, il sera difficile de calmer les ardeurs des plus jeunes. Ils sont révoltés par leurs condi-

tions de vie. Parqués dans des F1 depuis de très longues années, ils ne connaissent rien de l'intimité, de la convivialité, de la vie de famille tout court. Difficile de vivre à huit, à dix ou à quatorze dans quelques mètres carrés. Au fil des années, des codes se sont installés. Pour pouvoir vivre sans heurts, ils ont inventés un système de «roulement» qui permet aux uns et aux autres d'utiliser les sanitaires, de se changer à l'abri des regards.

Toute une vie à tenter de survivre, cela a fini par les épuiser, par les révolter. De système D en système D, beaucoup d'entre eux ont fui les appartements exigus pour s'installer au contrebas des immeubles dans des baraques construites avec les moyens du bord. Ils vivent dans l'humidité, obligés d'allumer des ampoules toute la journée. L'insalubrité est leur lot quotidien. C'est parce qu'ils ont tenté de transformer le «terrain de foot-

ball» en assiette pour l'implantation de nouvelles baraques que la mairie a énergiquement réagi. Il n'en fallait pas plus pour pousser les habitants du quartier à la révolte.

Au lendemain des événements qui ont secoué le quartier, ils exigent des solutions concrètes. Ils rejettent en bloc la proposition faite par l'APC. Le maire leur demande, en effet, de désigner une vingtaine de personnes pour la création d'un comité. Non ! Répondent les habitants, la solution ne réside pas dans le comité.

D'ailleurs, disent-ils, ce procédé est connu : il vise à diviser pour mieux régner. Ce qu'ils exigent, l'unique solution qui leur paraît acceptable et juste, c'est de quitter cette cité devenue un enfer.

Les habitants refusent, en effet, que l'APC ne prenne pas ses responsabilités alors qu'ils sont dûment recensés à son niveau. Ils sont plus de 1 500 à vouloir des logements décents et ne comprennent pas pourquoi à chaque fois qu'une liste de logements sociaux est



Les habitants de Diar-Echems ne décolèrent pas.

Photo : Walid Triâa

élaborée, elle ne comporte pas les noms des habitants de la cité, pourtant prioritaires. A ceux qui leur reprochent d'avoir édifié des baraques, ils répondent que ces dernières ne sont que la conséquence de l'exiguïté des lieux. Certains se rappellent du jour où ils sont arrivés dans ce quartier. C'est le cas de ce quinquagénaire,

père d'un jeune homme de 32 ans qui dit être arrivé ici en 1962. 47 ans plus tard, il vit le même calvaire. Pis, il se sent coupable de devoir l'imposer à sa progéniture. La cité gronde et rien ne semble calmer les esprits. Les plus âgés tentent de retenir les plus téméraires mais ces derniers n'en démordent pas : ils empêcheront le

passage du cortège présidentiel le 1<sup>er</sup> Novembre promettent-ils. Ils sont conscients des risques qu'ils encourent mais disent n'avoir plus rien à perdre : la prison, ils n'en ont pas peur, ils y sont tous les jours.

Et dire qu'en les plaçant là, Ben-Bella pensait leur rendre service...

N. I.

## BLIDA : IL TUE UN JEUNE BERGER À BENI-TAMOU

## Un policier condamné à huit ans de réclusion criminelle

**Un policier a été condamné, lundi, à huit ans de prison ferme par le tribunal criminel de Blida. Le grief retenu contre lui est d'avoir tué «froidement» et à bout portant un jeune berger de 18 ans.**

L'affaire remonte au 4 mars dernier à 15 h. Ce jour-là, le policier, demeurant dans la commune de Béni-Tamou, à 10 kilomètres au nord de Blida et exerçant à la Sûreté urbaine de Bologhine à Alger, se trouvait en compagnie d'une mineure de 17 ans à bord d'une voiture de marque Clio, stationnée en plein verger d'une exploitation agricole, dite Bernana, dans la commune de Béni-Tamou.

Selon ses aveux, il s'est arrêté dans cet endroit discret pour permettre à sa compagne de faire ses besoins. Soudain, toujours selon ses propos, il fut assailli par quatre jeunes bergers armés de bâtons qui ont ouvert la portière droite du véhicule et tenté d'enlever la fille. A ce moment, le policier en civil s'adresse à l'un des «agresseurs» et lui dit : «Tu ne m'as pas reconnu ?». Quelques instants plus tard, un coup de feu

fut entendu. Les trois autres bergers prenaient la fuite avant d'entendre le bruit de démarrage en trombe de la voiture.

A leur retour sur les lieux, ils découvrirent le corps sans vie de leur ami. Il a reçu une balle au niveau de l'arcade de l'œil gauche. Selon le rapport de l'expertise médicale, la victime A. Azzeddine est morte sur le coup.

Le prévenu a tenté d'expliquer au juge qu'il avait agi en légitime défense après avoir reçu un coup de bâton au ventre et surtout lorsque, selon ses dires, la victime s'est jetée sur lui pour subtiliser son arme. «Mais aucune trace de violence sur ton corps prouvant ton agression n'a été signalée dans le rapport médical», lui assène le juge. Il poursuivra : «La victime est très jeune et ne mesurait qu'1 m 62. Tu pouvais facilement la maîtriser ou, au pire des cas, tirer sur les jambes.

Pourquoi as-tu visé la tête ?». Une question qui fera dire au prévenu qu'il avait paniqué.

Son forfait accompli, celui-ci déposa la fille mineure à la cité Ben-Boulaïd à Blida et va chez son ami Kamel, un autre policier qui habite à Bouarfa (Blida). Il lui restitua la Clio, car elle lui appartenait. Après lui avoir raconté ses déboires, il lui demanda de lui prêter 3 balles afin de compenser le manque accusé dans son chargeur et de laver la voiture de la boue. Ce à quoi son ami s'exécuta. Toutefois, à aucun moment, les deux compères n'allèrent informer leur hiérarchie du crime jusqu'à ce qu'ils furent arrêtés. L'avocat de la partie civile, M<sup>e</sup> Aïchouche Mohamed, considère, à l'issue de sa plaidoirie, que c'est une grave affaire d'autant que le jeune berger fut «froidement» abattu par un représentant de la République algérienne. «Il est dommage de voir un policier de cet acabit ternir l'image de la Sûreté nationale en débauchant d'abord une mineure avant

de perpétrer son crime», tonnera-t-il. Le procureur général, M. Boukhatem Mohamed, demande la prison à perpétuité à l'encontre du policier et cinq ans de prison ferme contre son ami, pour non-dénonciation de crime. Mais, avant, il dira qu'il aurait souhaité entendre le prévenu dire au juge qu'il avait regretté son acte et qu'il demande pardon.

«Même pas une larme soit-elle n'avait été constatée, tout au long du procès, sur les joues de l'accusé», regretta-t-il.

La défense, représentée par M<sup>e</sup> Omar Boutarek, a axé sa plaidoirie sur le fait que si son client n'avait pas agi de la sorte, ses «agresseurs» lui auraient pris son arme.

«Avant qu'il n'utilise son arme, mon client était en position de victime et en principe, le parquet général aurait dû poursuivre les bergers pour association de malfaiteurs, ce qui n'est pas le cas puisqu'ils sont cités comme témoins». A noter que l'ami du policier a été condamné à 18 mois de prison avec sursis.

M. B.

## AIN-DEFLA

## Incursion terroriste à Miliana

Selon des sources concordantes, lundi soir, aux environs de 20 h, un groupe armé, constitué d'une dizaine d'éléments, a effectué une incursion terroriste dans un petit douar, situé dans la commune de Miliana, à 3,5 km au sud-ouest de la ville.

C'est la maison la plus isolée du douar qui a été la cible du groupe armé. Alors que certains des éléments avaient encerclé l'habitation, d'autres, armés de fusils d'assaut semi-automatiques et de kalachnikovs, se sont introduits à l'intérieur. Après avoir maîtrisé les occupants, ils se sont emparés d'un fusil à pompe, de denrées alimentaires, de couvertures et de divers objets avant de s'enfuir à la faveur de la nuit.

On notera que le nombre des incursions terroristes a augmenté. En effet, il y a une dizaine de jours, un groupe armé, sans doute le même, a fait une incursion dans le quartier de la gare, au nord de la ville de Sidi-Lakhdar, sur la RN 4, à quelque 7 km plus bas.

Et il y a deux semaines, au lieu-dit El Madja (commune de Ben-Allal), des hommes armés ont tenté une incursion dans une demeure mais ont été repoussés à coups de fusil. Il y a six mois, cette fois à l'est de la ville de Miliana, dans le quartier d'El-Hamama, des éléments, là aussi armés, se sont emparés d'un fusil.

S'agit-il d'un même groupe mobile qui est en train de rassembler des armes ou est-ce la relance de l'activité terroriste qui est projetée ?

Karim O.